



Emmanuel Macron au Japon et en Corée du Sud : une opportunité historique pour le rapprochement euro-asiatique

Marc JULIENNE

*Marc Julienne est
directeur du Centre
Asie de l'Ifri.*

Les opinions exprimées dans
ce texte n'engagent que la
responsabilité de l'auteur.

ISBN : 979-10-373-1203-7

© Tous droits réservés,
Paris, Ifri, 2026.

Image : Le président
français Emmanuel Macron
et la Première ministre
japonaise Sanae Takaichi,
Tokyo, 1^{er} avril 2026.
© EyePress News/
Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Marc Julienne,
« Emmanuel Macron au
Japon et en Corée du
Sud : une opportunité
historique pour le
rapprochement euro-
asiatique », *Lettre du
Centre Asie*, n° 117, Ifri,
2 avril 2026.

Ifri

27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15
Tél.: (0)1 40 61 60 00
E-mail: accueil@ifri.org
www.ifri.org

Le président Emmanuel Macron effectue une tournée au Japon et en Corée du Sud à un moment où les intérêts entre ces trois pays n'ont jamais été aussi alignés, et plus largement entre l'Europe et les démocraties d'Asie de l'Est.

Triple menace stratégique

La France, le Japon et la Corée du Sud sont exposés à une triple menace stratégique. La Russie, qui est une menace pour la sécurité de l'Europe, représente aussi un facteur de déstabilisation en Asie, *a fortiori* depuis la signature d'un traité d'alliance avec la Corée du Nord en juin 2024 et la coopération militaire accrue qui en résulte. La fourniture de munitions et de troupes nord-coréennes à Moscou préoccupe légitimement les Sud-Coréens qui redoutent le gain d'expérience des soldats nord-coréens sur le champ de bataille et l'accélération de la modernisation militaire de la Corée du Nord permise par les transferts de technologies russes. Par ailleurs, la Russie multiplie les patrouilles aériennes et navales avec la Chine autour du Japon et renforce sa présence militaire dans le sud de l'archipel des Kouriles, dont certaines îles sont revendiquées par Tokyo. Ce contentieux latent depuis la fin des années 1990 a été significativement ravivé depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie et le soutien diplomatique et humanitaire de Tokyo envers Kiev.

La Chine représente un risque protéiforme tant pour les Européens que pour les Asiatiques. Son affirmation et son expansion militaire en Asie (en mer de Chine méridionale, dans le détroit de Taïwan, en mer de Chine orientale et de plus en plus dans le Pacifique occidental) sont une préoccupation forte pour ses voisins qui cherchent à renforcer leurs capacités militaires et leurs industries de défense. Mais la Chine inquiète aussi en raison de son arsenalisation croissante du commerce, en particulier à travers le contrôle d'exportation des minerais critiques, cruciaux pour les industries électroniques japonaise et sud-coréenne. Ces enjeux commerciaux et stratégiques sont également au cœur des différends entre l'Union européenne et la Chine, avec en sus un déficit commercial européen qui se creuse de manière alarmante, s'élevant à près de 360 milliards d'euros en 2025.

Enfin, les membres européens de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), le Japon et la Corée du Sud (ainsi que les Philippines) sont plongés dans une profonde incertitude stratégique à l'égard de leur principal allié : les États-Unis. Rappelons que si les États-Unis ont établi de nombreuses bases militaires en Europe et en Asie et qu'ils ont abrité leurs alliés sous leur dissuasion nucléaire élargie, ça n'a jamais été par charité, mais parce qu'ils voyaient un intérêt à contenir leurs adversaires (URSS, Russie, Corée du Nord, Chine) au plus près et ainsi préserver leur territoire national d'un éventuel conflit. Donald Trump renverse le raisonnement en considérant que les alliés bénéficient d'une sécurité gratuite, payée par les États-Unis, une déformation flagrante de la réalité considérant les contributions financières des alliés et leurs achats massifs d'armements américains. Quoi qu'il en soit, la crédibilité du soutien militaire et nucléaire des États-Unis n'est plus assurée aux yeux des alliés européens et asiatiques, et la pérennité même de l'engagement américain dans l'OTAN se pose désormais. Outre la sécurité, Donald Trump s'attaque aussi aux principes les plus élémentaires du droit international : l'enlèvement de Nicolás Maduro, l'assassinat d'Ali Khamenei et le bouleversement du Moyen-Orient, les menaces de conquête du Groenland... De même sur le plan commercial, l'imposition de droits de douane tous azimuts contrevient et met à terre les règles du commerce mondial.

Alignement des intérêts euro-asiatiques vers l'autonomie stratégique

On peut ainsi parler d'un moment historique où s'alignent les intérêts des Européens et des démocraties est-asiatiques. Jusqu'alors, la politique étrangère de nombreux pays européens se limitait au Vieux Continent et aux États-Unis, tandis que le Japon et la Corée du Sud étaient eux-mêmes focalisés sur l'Asie de l'Est et l'allié américain. Aujourd'hui, pour faire face aux menaces respectives dans chacune des deux régions et dans d'autres crises internationales – comme au Moyen-Orient actuellement –, Européens et Asiatiques ont intérêt à coopérer et à se coordonner, car une crise dans une région engendre des conséquences de l'autre côté du monde. Opportunité inédite supplémentaire : le Japon et la Corée du Sud, qui étaient prisonniers de leur héritage historique conflictuel de la première moitié du XX^e siècle, ont amorcé un rapprochement en 2023, qui se confirme sous les administrations du président coréen Lee Jae-myung et de la Première ministre japonaise Sanae Takaichi.

Aujourd'hui, le concept « d'autonomie stratégique », longtemps poussé par la France mais perçu avec suspicion en Europe et avec un intérêt modéré en Asie du Nord-Est, commence à faire consensus. L'autonomie stratégique consiste à considérer que la souveraineté des États est primordiale tout en reconnaissant que l'indépendance absolue est illusoire. Alors, la multiplication des dépendances choisies, autrement dit des coopérations bilatérales et multilatérales entre pays affinitaires, est la seule voie pour les puissances moyennes de ne pas subir la rivalité des grandes puissances. Les Asiatiques comme les Européens ont besoin de réduire leurs dépendances (aux États-Unis, à la Chine et à la Russie). Pour ce faire, ils doivent diversifier leurs partenariats. La guerre au Moyen-Orient et la pression sur l'approvisionnement en hydrocarbures accélèrent encore cette prise de conscience.

La France est le pays européen dont l'engagement diplomatique dans le monde, et en particulier dans la région indo-pacifique, est le plus clair et le plus constant. En témoignent les documents stratégiques, lois de programmations militaires, déploiements navals et aériens et les visites présidentielles dans la région. C'est pourquoi la France peut

jouer ce rôle moteur de rapprochement entre l'Europe et l'Asie de l'Est. La visite du président Emmanuel Macron au Japon et en Corée du Sud s'inscrit d'ailleurs dans le prolongement de sa proposition de constituer une « coalition des indépendants » entre l'Europe et l'Indo-Pacifique qu'il avait appelée de ses vœux en mai 2025 à la tribune du Dialogue Shangri-La à Singapour, et qu'il a réitérée à Tokyo.

Les domaines de coopération France-Japon-Corée du Sud

Le potentiel de coopérations bilatérales entre la France, le Japon et la Corée du Sud est immense et, pour tout dire, sous-exploité. La défense est l'un des domaines privilégiés pour développer cette coopération, qu'elle soit opérationnelle (exercices, patrouilles conjointes, coordination et renseignement) ou industrielle (co-développement, co-production), même si dans cette dernière des phénomènes de concurrence émergeront naturellement.

Au-delà de la défense, les puissances moyennes doivent se préserver de la compétition technologique entre grandes puissances, fer de lance de leur rivalité stratégique. La coopération euro-asiatique en matière de normes, de production, de chaîne d'approvisionnement est cruciale dans les secteurs des processeurs, cartes-mémoires, cartes graphiques, batteries et *data centers*, dont certains des leaders mondiaux se trouvent en Asie de l'Est (et quelques-uns en Europe comme ASML ou STMicroelectronics). Le raffinage et le recyclage des minerais critiques, indispensables dans toutes les industries de haute technologie, sont des domaines de coopération d'ores et déjà fructueux entre la France et le Japon, et dotés d'un fort potentiel avec la Corée du Sud. Autre secteur de pointe, la coopération industrielle et scientifique dans le domaine spatial peut être poussée beaucoup plus loin. La France dispose d'une expérience et d'une expertise significatives dans les domaines de l'exploration, de l'observation et de la communication spatiales, domaines dans lesquels le Japon, la Corée du Sud et Taïwan avancent à des vitesses inégales.

Enfin, sur le plan commercial, France, Japon, Corée du Sud, ainsi que toute l'Europe et une large partie de l'Asie s'accordent sur l'importance de rebâtir un système commercial international fondé sur des règles. Alors que la France préside le G7 avec pour objectif

prioritaire de promouvoir le rééquilibrage du commerce international, la visite du président Emmanuel Macron au Japon (pays membre du G7) et en Corée du Sud, pays invité, est une opportunité d'avancer sur ces sujets au plus haut niveau, en amont du sommet d'Évian au mois de juin.